

L'ESPAGNE EN TEMPS DE CHOLÉRA

Par Juan Manuel Aragüés

Professeur de philosophie. Université de Saragosse

Le 7 avril 2020

La pandémie qui frappe la planète l'a fait avec une virulence particulière en Espagne, où le nombre de personnes infectées et de morts a augmenté de manière exponentielle ces dernières semaines, bien qu'il semble, au moment où j'écris ces lignes, que la tendance commence à être maîtrisée et qu'un certain espoir se dessine à l'horizon. Cette crise sanitaire a coïncidé avec une situation politique sans précédent dans l'actuelle démocratie espagnole, puisqu'en quarante ans d'existence, il n'y a jamais eu de gouvernement de coalition. Il faut remonter à février 1936 pour trouver en Espagne le gouvernement de coalition le plus proche dans l'histoire, celui d'un Front populaire qui a dû faire face, à peine cinq mois plus tard, à un coup d'État fasciste qui a conduit à la guerre civile.

Dans un article sur la situation en Espagne à l'époque du coronavirus, il semble que la référence à la guerre civile ne soit qu'une anecdote. Et pourtant, ce n'est pas le cas. Il convient de rappeler que l'Espagne connaît depuis quelques années une profonde crise territoriale, conséquence des désirs d'indépendance du nationalisme catalan, auxquels le nationalisme espagnol de droite a répondu avec une extrême virulence. Il s'agit de deux droites, les nationalistes catalans et espagnols, qui partagent un même projet social néolibéral, mais sont dans une confrontation mortelle au sujet de la question territoriale. La crise que l'Espagne a connue ces dernières années a mis en lumière un nationalisme espagnol clérical, réactionnaire et furieux, qui a abandonné tous ses complexes, mais aussi toute prudence, et a articulé un discours extrêmement agressif qui a empoisonné la coexistence civile et sociale dans le pays. Il aurait semblé logique que, compte tenu de la situation très grave qui a été ainsi créée, l'ensemble du spectre politique décide de mettre de côté les différences pour faire face à la pandémie de manière unie. Mais, si l'épidémie a certainement fait disparaître le conflit territorial de l'agenda politique et des préoccupations de la grande majorité des citoyens, l'agressivité viscérale de la droite est néanmoins restée intacte, de sorte que, loin de soutenir le gouvernement dans cette situation exceptionnelle, ses partisans ont maintenu leurs propos tendus, hyperboliques, excessifs, avec l'intention de saper le gouvernement de coalition, que certains qualifient de "communiste", de "bolivarien", voire de "soviétique". Je ne pense pas exagérer si je dis que de nombreux citoyens espagnols ont maintenant compris, plus de quatre-vingts ans plus tard, pourquoi une guerre civile a eu lieu dans notre pays, lorsqu'ils ont découvert le vrai visage d'une droite qui manie vraiment la peur, et qui est même allée jusqu'à demander à l'armée, lors de l'installation de l'actuel gouvernement, d'organiser un coup d'État.

C'est dans ce contexte politique que le pays a dû faire face à la pandémie. Et ce avec un gouvernement nouvellement formé, avec deux formations qui s'observent du coin de l'œil, sans expérience de collaboration et avec derrière eux un passif fait de confrontations. Ce n'était pas visiblement la meilleure situation politique pour affronter la pandémie. Cependant, le gouvernement n'a pas seulement traité de manière décisive la situation sanitaire, il n'a pas oublié non plus la dimension sociale de son pacte gouvernemental. Il ne fait guère de doute que la crise sanitaire s'accompagne d'une

profonde crise sociale et économique, avec la cessation d'activité de nombreux secteurs de production et de services, ce qui nuit évidemment à l'économie nationale et laisse une grande partie de la population dans une situation extrêmement difficile, avec des emplois qui ne peuvent être assurés. L'insécurité sociale et la destruction d'emplois ont augmenté dans une mesure qui était encore impensable il y a quelques mois. Face à cette situation, le gouvernement a mis en œuvre une série de mesures d'une grande portée sociale pour protéger les secteurs les plus exposés à l'heure actuelle. Ainsi, un moratoire sur le paiement des loyers et des hypothèques a été déclaré, les expulsions ont été interdites pendant six mois, le renouvellement automatique des loyers dus pendant cette période a été établi, une aide sociale pour l'électricité a été promue et la coupure des fournitures de base telles que l'eau et l'électricité a été interdite, une subvention temporaire extraordinaire pour les employés de maison a été mise en œuvre, un moratoire sur le paiement des cotisations des travailleurs indépendants a été introduit et une longue liste d'autres mesures ont été mises en œuvre. Il convient peut-être aussi de souligner que pour la période de cessation de toute activité jugée non essentielle, qui a été décrétée il y a quelques jours et qui sera prolongée jusqu'au 11 avril au moins, des congés payés pourront être récupérés pour tous les travailleurs qui cessent leur activité à ce moment-là et qui obligent les entreprises à maintenir leurs salaires et les travailleurs à rattraper ultérieurement ces journées perdues. En bref, toutes les mesures visant à garantir la survie de vastes pans de la société exposés à la crise. Le vice-président du gouvernement, Pablo Iglesias, a déclaré dans une interview que le gouvernement travaillait à marche forcée sur un revenu vital minimum.

En d'autres termes, vu la gravité de la situation, le gouvernement s'est engagé dans une politique de prise en charge de la majorité de la population vulnérable. Et ce, malgré les attaques furieuses de la droite, déjà mentionnées, et les opérations de grande envergure des secteurs économiques qui voient avec une extrême inquiétude cette dérive sociale du gouvernement à laquelle ils ne sont évidemment pas habitués. La droite politique, économique et médiatique a articulé, depuis le début de la crise, différentes stratégies pour affaiblir le gouvernement de coalition. La première a été de suggérer des changements d'alliances qui conduiraient le PSOE à se débarrasser de ses partenaires de l'Unidas Podemos, la partie du gouvernement qui se préoccupe de ces secteurs, afin de les remplacer par un ou plusieurs partis de droite. Ce qui a déjà été tenté dans les différents processus de négociation pour la formation du gouvernement qui ont eu lieu ces dernières années. En ce sens, bien que sur un spectre plus large, on a parlé de la possibilité d'un gouvernement d'unité nationale, dont l'objectif fondamental, que personne n'ignore, serait de neutraliser Unidas Podemos et d'orienter les politiques du pays vers la droite. Ce n'est pas pour rien que l'ensemble de la droite a manifesté contre les mesures sociales du gouvernement. La dernière des stratégies mérite d'être soulignée, en raison de son importance et parce qu'elle a été initialement acceptée par le président du gouvernement. Il s'agit de rééditer les Pactes de la Moncloa, qui ont été conclus en 1977 entre tous les partis politiques de l'époque et qui avaient pour but de jeter les bases de la transition du franquisme à la démocratie. Ce qui fait que, certains secteurs, en particulier les médias, qui expriment les souhaits évidemment du secteur économique, dont une grande partie des médias en Espagne sont une courroie de transmission directe, appuient cette stratégie possible une fois que l'urgence sanitaire sera passée.

En tout cas, il est clair que les pouvoirs de fait du pays continueront à travailler intensément pour affaiblir le gouvernement de coalition, pour empêcher la

consolidation de l'alliance entre le PSOE et l'UP, une alliance qui, pour la première fois depuis longtemps, a permis la mise en œuvre de vastes mesures visant la majorité de la société, en particulier les secteurs de la population menacés d'exclusion. Beaucoup d'entre nous se demandent, avec inquiétude, quel genre de politiques seraient mises en place dans notre pays si l'actuel gouvernement de coalition n'avait pas vu le jour et si la droite, ou un PSOE qui n'aurait pas de contrepoids suffisant à sa gauche pour freiner ses désirs néolibéraux traditionnels, gérait le destin du pays au milieu de cette terrible crise sanitaire.

Avec la prudence nécessaire, étant donné que nous traversons toujours une situation exceptionnelle, tant sur le plan social, sanitaire, qu'économique, il y a des signes que beaucoup de choses pourraient et devraient changer après cette phase de crise. C'est un moment où le mot crise, en revanche, prend toute sa dimension étymologique. Elle nous place devant certains faits sur lesquels il est essentiel de réfléchir pour prendre un engagement pour l'avenir.

Tout d'abord, la crise a montré très clairement que certains secteurs sont essentiels au bon fonctionnement d'un pays et d'une société. Tout d'abord, sans aucun doute, la santé, dont le caractère public et universel s'est avéré fondamental pour faire face avec des garanties de soins à la pandémie. Malgré le fait qu'avec l'excuse de la crise, la droite néolibérale ait tenté d'affaiblir la santé publique pour favoriser le système privé, le système de santé publique a fait preuve d'une énorme efficacité et d'un très haut niveau d'engagement social. Dans le même temps, certains secteurs du système de santé privé essayaient de mettre en congés de vacances leurs travailleurs afin d'économiser sur les coûts de main-d'œuvre en faisant fi de l'urgence nationale. Dans l'imaginaire social, cela a conduit à la prise de conscience que l'on avait avec le système de santé publique un atout essentiel, des professionnels qualifiés, des infrastructures solides qui, heureusement, étaient là pour prendre soin de nous tous. Mais non seulement la santé, mais aussi l'approvisionnement en électricité et en eau, l'alimentation, le logement et les transports, tous ces besoins ont mis en évidence l'importance d'un certain niveau de contrôle par l'État afin de garantir l'efficacité des droits reconnus dans notre Constitution. Le discours public sera probablement renforcé par cette crise et cela pourrait être un point d'appui pour des débats beaucoup plus larges qui permettraient de mettre en avant le problème du commun comme garantie sociale.

Si le discours de la privatisation est touché par cette crise, le discours xénophobe pourrait également en sortir marginalisé, surtout celui qui recourt au mantra selon lequel les étrangers viennent voler nos emplois. La situation dans les campagnes, avec la saison des récoltes indispensables pour garantir l'approvisionnement des magasins et des supermarchés, va poser un sérieux problème. Face à l'impossibilité de recourir à la main-d'œuvre étrangère, une profonde incertitude s'ouvre. Différents secteurs demandent que cette main-d'œuvre soit remplacée par la main-d'œuvre nationale qui s'est retrouvée au chômage à la suite de la fermeture déclarée d'une activité. Cependant, il ne semble pas que cette main-d'œuvre nationale soit disposée à travailler dans les mêmes conditions de salaire et de travail que la main-d'œuvre étrangère. Cela pourrait avoir deux effets : rendre visible l'énorme contribution que cette main-d'œuvre étrangère, tant dénigrée par la droite et l'extrême droite, apporte à l'économie nationale et ouvrir un débat sur les conditions de travail dans les campagnes espagnoles. À mon avis, ces deux débats éroderaient la vision actuelle de la question et ouvriraient la

possibilité d'imaginer une éventuelle remise en cause de l'économie agricole, un autre pilier essentiel de la reproduction sociale, et du rôle de la main-d'œuvre immigrée.

La crise a également mis en évidence la faiblesse du tissu productif national, très dépendant du monde extérieur. L'Espagne s'est montrée déficitaire dans la production d'une grande partie du matériel sanitaire indispensable pour faire face à la crise, tandis que le marché a montré ses effets pervers, qui se sont traduits par la hausse des prix et l'incapacité à satisfaire la demande. Le marché a montré ses effets pervers, sous la forme de prix plus élevés et d'une incapacité à répondre à la demande. Il est évident qu'un débat s'ouvre sur l'offre dans une société mondialisée.

Enfin, la crise, conformément à ce que j'ai dit au début, nous donne une énorme leçon quant à la question des territoires, remettant en question l'euphorie nationale des patriotes de tous bords que nous avons connue dans ce pays : les virus ne connaissent pas de frontières et les réponses doivent sans aucun doute dépasser la seule sphère nationale. À l'heure de la mondialisation, les frontières deviennent extrêmement perméables et tenter de résumer une crise, qu'elle soit financière ou sanitaire, dans le cadre d'un pays ou d'une région est une affirmation chimérique. Le spectacle de désorganisation que l'UE a offert est une nouvelle manifestation du ratage malheureux du projet initial, ce qui devrait nous conduire non pas à un impossible repli national, mais à la construction d'un véritable projet collectif à vocation cosmopolite. Il ne s'agit pas de remettre en cause la mondialisation, qui est déjà incontestable, mais de la gérer dans une perspective très éloignée du néo-libéralisme, dans la perspective du commun, des intérêts d'une humanité qui, plus que jamais, est une.

En bref, si, comme l'a dit Naomi Klein, le choc est toujours un instrument pour provoquer des modifications de l'ordre social, on pourrait imaginer peut-être que le choc que nous vivons, qui n'est pour une fois pas le fait des instances du pouvoir et qui n'est donc pas contrôlé par lui, pourrait être utilisé pour repenser en profondeur notre conception de la société, pour remettre en question ces dynamiques néolibérales qui ont donné au capitalisme une pulsion suicidaire. Peut-être cette crise pourra-t-elle être un signal d'alarme qui permettrait de s'attaquer aux grands problèmes écologiques, économiques et sociaux, qui menacent l'avenir de notre planète.